



M.L.P.C

Mouvement de Libération du Peuple Centrafricain

Justice - Liberté - Travail

Membre de l'Internationale Socialiste

Bureau Politique
Secrétariat Général
N° 015 MLPC/BP/SG/014

COMMUNIQUE DE PRESSE

Ces derniers temps, en raison de l'inexistence des Forces nationales de Défense et de Sécurité, plusieurs villages autour des villes de Paoua dans l'Ouham-Pendé et de Markounda dans l'Ouham sont accablés par les razzias d'hommes armés arrivant à cheval et à motos, tuant des civils innocents et incendiant systématiquement leurs maisons, et en enlevant les bœufs de culture attelée, récoltes et autres butins (motocyclettes, postes radio, téléphones, groupes électrogènes....) des villageois..

Ces incursions criminelles répétées qui ont pour conséquence la dévastation systématique de ces zones reculées de l'arrière-pays aux confins du Tchad voisin et du Cameroun demeurent impunies et leurs auteurs nullement inquiétés.

Les villes de Dékoa, Grimari dans la Kémo et Bouca dans l'Ouham ont également fait l'objet d'une recrudescence d'activités criminelles des ex-Séléka qui, du fait qu'ils ne sont pas désarmés, écument ces localités et terrorisent les populations tout en les contraignant à fuir en brousse pour y trouver refuge.

Face à cette inacceptable situation de barbarie criminelle de ces bandes armées à l'égard des paisibles populations des zones rurales qui n'aspirent qu'à vivre en paix,

Le Bureau Politique du Mouvement de Libération du Peuple Centrafricain (MLPC) ne saurait garder le silence devant de tels faits criminels et tient à :

- **Condamner avec vigueur les incendies de village, les tueries à grande échelle, l'insécurité et les actes criminels répétés que ces bandes armées commettent en toute impunité dans l'arrière-pays ;**

- **Dénoncer la recrudescence des agissements barbares de ces forces du mal et autres ennemis de la paix dans notre pays ;**
- **Demander au Gouvernement de Transition et aux autorités judiciaires de prendre toutes les dispositions nécessaires pour retrouver et interpeler les auteurs de ces crimes et les traduire sans délais en justice ;**
- **Demander aux autorités politiques et militaires de prendre les mesures idoines de concert avec les forces internationales pour assurer la protection de ces populations abandonnées à elles-mêmes. Nous rappelons que la protection des personnes et des biens ainsi que celle de l'intégrité territoriale sont les conditions sine qua non de la réconciliation nationale et du retour d'une paix durable dans notre pays.**

Fait à Bangui, le 26 avril 2014

**Pour le Bureau Politique
Le Président**



Martin ZIGUELE